

**COMMUNE
de MATHAY 25700**

**PERMIS DE CONSTRUIRE
DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA
COMMUNE**

Demande déposée le 13/07/2022 et complétée le 01/08/2022

Affichée en Mairie le 13/07/2022

PC 025 370 22 A0005

Par :	SARL JEANMOUGIN
Représenté par :	Monsieur Hervé JEANMOUGIN
Adresse :	CHEMIN DE LA PRUSSE 25700 MATHAY
Sur un terrain sis :	CHEMIN DE LA PRUSSE 25700 MATHAY
Cadastré :	370 F 1309, 370 F 1430, 370 F 1432, 370 F 176, 370 F 179, 370 F 181, 370 F 182, 370 F 183, 370 F 184, 370 F 186, 370 F 187, 370 F 188, 370 F 189, 370 F 190, 370 F 191, 370 F 192, 370 F 193, 370 F 194, 370 F 195
Nature des Travaux :	CREATION D'UN BATIMENT INDUSTRIEL ET D'UN ABRI POUR VEHICULES

Surface de plancher créée :

398 m²

**Destination: Bureaux
Destination: Industrie**

Le Maire de la Commune de MATHAY

Vu la demande de permis de construire présentée le 13/07/2022 par JEANMOUGIN ;

Vu l'objet de la demande :

- pour CREATION D'UN BATIMENT INDUSTRIEL ET D'UN ABRI POUR VEHICULES ;
- sur un terrain situé CHEMIN DE LA PRUSSE ;
- pour une surface de plancher créée de 398 m²;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 06/04/2007, modifié le 13/02/2012 ;

Vu l'avis sans prescription de DRAC - Archéologie en date du 01/08/2022 ;

Vu l'avis ENEDIS en date du 17/08/2022 ;

Vu l'avis avec prescriptions de VEOLIA - Service Eau et Assainissement en date du 16/08/2022 ;

Vu l'article R111-2 du code de l'urbanisme qui dispose « Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations ».

Considérant que le terrain d'assiette du projet n'est pas desservi par le réseau d'assainissement mais par un système d'assainissement non collectif à mettre en conformité (voir avis VEOLIA) ;

Considérant le mail daté du 30/08/2022 de l'architecte en charge de la demande de permis de construire susvisée, Monsieur Gilbert BELEY, informant que le personnel lié à l'activité du projet utilisera les sanitaires dans la partie habitation dans laquelle une pièce est réservée à cet effet ;

Considérant dès lors que le projet utilisera le système d'assainissement non collectif existant qui nécessite une mise en conformité ;

ARRÊTE

Article 1 : Le présent Permis de Construire est **ACCORDÉ** sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2 : L'autorisation est conditionnée au respect des prescriptions suivantes :

1. La réalisation des travaux ne pourra commencer qu'à l'obtention des autorisations nécessaires au titre du code de l'environnement.
2. Le système d'installation d'assainissement non collectif existant devra être mis en conformité avec la réglementation en vigueur et soumis au contrôle du Service Assainissement de Pays de Montbéliard Agglomération.

MATHAY, le 5 septembre 2022
Le Maire,

D. GRANJON



OBSERVATIONS :

Le terrain est touché par les risques suivants :

- Retraits – gonflements des argiles de niveau faible,
- Sismicité de niveau modéré.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

NOTA BENE :

-La présente autorisation peut être le fait générateur de taxes d'urbanisme et / ou de redevance d'archéologie préventive. Si tel était le cas, un avis d'imposition vous sera transmis ultérieurement par les services de l'Etat.

-La création de la surface de plancher prévue dans la présente autorisation peut être également le fait générateur de la Participation au Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) instituée par délibération n° C2021/186 de Pays de Montbéliard Agglomération du 30 septembre 2021 en application de l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique (consultable sur le site internet www.agglo-montbeliard.fr). A titre informatif, le montant de la PFAC pour un logement individuel est constitué d'une part fixe de 50 € et d'une part variable de 10 €/m² jusqu'à 100 m², puis de 20 €/m² au-delà de 100 m² de surface de plancher créée avec un plafond à 6040 €. Vous recevrez après l'achèvement des travaux le titre de paiement correspondant.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr
Informations complémentaires :

Conseil d'Etat : <http://www.conseil-etat.fr/Conseil-d-Etat/Demarches-Procédures/Telerecours-les-teleprocedures-appliquees-au-contentieux-administratif>

Tribunal Administratif de Besançon : <http://besancon.tribunal-administratif.fr/A-savoir/Communiques/Telerecours-citoyens->

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

